



Nicolet, le 5 février 2026

## PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Objet : Demande en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (c. A-2.1)

Madame,

Nous avons effectué l'étude de votre demande reçue le 30 janvier 2026 visant à obtenir copie de tout document ou fiche de breffage concernant l'utilisation des sites pornographiques par les employés de notre organisation, en particulier les hauts fonctionnaires, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à aujourd'hui, ainsi que de connaître les dépenses annuelles totales en papiers-mouchoirs pour cette même période.

À cet effet, nous vous référons à l'article 18.4 de la *Directive sur l'utilisation d'Internet, des médias sociaux et du courrier électronique* qui énonce ce qui suit :

« **18.** L'utilisateur prend en compte le fait que le courrier électronique, les médias sociaux et le réseau Internet ne servent pas à :

**18.4** Visionner, télécharger, copier, partager, expédier des images ou des fichiers de type pornographique ou dont le contenu a un caractère diffamatoire, discriminatoire, offensant, haineux, violent, menaçant, raciste ou contraire aux dispositions de la *Politique et procédure visant à contrer le harcèlement* (POL 05-04). »

Si vous désirez consulter ladite directive, nous vous invitons à cliquer sur ce lien :  
[https://www.enpq.qc.ca/fileadmin/Fichiers\\_client/centre\\_documentaire/DIR\\_06-07.pdf](https://www.enpq.qc.ca/fileadmin/Fichiers_client/centre_documentaire/DIR_06-07.pdf)

En ce qui concerne les dépenses de papiers-mouchoirs, l'École ne fournit pas les papiers-mouchoirs pour ses employés, ces derniers doivent les acheter eux-mêmes.

Si vous avez besoin d'assistance pour comprendre la présente décision, nous vous invitons à contacter la soussignée en communiquant avec les affaires juridiques de

l'École: [affairesjuridiques@enpq.qc.ca](mailto:affairesjuridiques@enpq.qc.ca)

Finalement, vous trouverez ci-joint l'avis relatif au recours en révision prévu à la section III du chapitre IV de la Loi sur l'accès.

Recevez, Madame, nos salutations distinguées,

*Original signé*

Andréanne Deschênes

Responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels

Directrice de l'innovation, des affaires académiques et institutionnelles

AD/ep

p.j. Avis de recours en révision

## AVIS DE RECOURS (art. 46, 48, 51, 97 et 101)

### Révision

#### a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### Québec

Édifice Lomer-Gouin  
575, rue St-Amable, bureau 1-10  
Québec (Québec) G1R 2G4  
Tél. : (418) 528-7741  
Télec. : (418) 529-3102

#### Montréal

480, boulevard St-Laurent, bureau 501, 5<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2Y 3Y7  
Tél. : (514) 873-4196  
Télec. : (514) 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : 1-888-528-7741

#### b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).

### Appel devant la cour du québec

#### a) Pouvoir

L'article 147 de la Loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence. L'appel ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec. Le juge accorde la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devrait être examinée en appel.

#### b) Délais et frais

L'article 149 de la Loi prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour du Québec, à Montréal ou à Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission, après avis aux parties et à la Commission. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

La décision autorisant l'appel doit mentionner les seules questions de droit ou de compétence qui seront examinées en appel.

#### c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la Loi, par dépôt auprès de la Commission d'accès à l'information d'un avis à cet effet signifié aux parties, dans les 10 jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.